

Intervention du PGE à la présentation de la Charte des principes pour une autre Europe au Parlement européen, jeudi 20 septembre 2007.

Christine Mendelsohn

Le Parti de la Gauche Européenne agit pour qu'un grand débat public européen soit construit. Nous voulons influencer l'écriture de ce traité. C'est l'occasion de réparer la blessure démocratique de la construction européenne. C'est dans ce cadre que nous travaillons ensemble depuis le 24 juin 2005, dans le respect de nos différences.

À cette étape, qui se situe à la veille de l'écriture finale du nouveau traité, nous voulons faire quelques propositions pour que la Charte des principes pour une autre Europe soit un outil efficace dans la bataille que nous aurons à mener pour l'avenir des habitants de l'Europe.

Trois propositions.

I – Europe monde :

Le nouveau traité a un nouvel article : l'objectif de l'Union est d'« encourager l'intégration de tous les pays dans l'économie mondiale, y compris par la suppression progressive des obstacles au commerce international ... la réduction des barrières douanières et autres. ». Deux conséquences.

1 - L'Union se met complètement dans la logique de l'OMC et même, aide l'OMC puisqu'elle veut intégrer les pays qui l'entourent dans cette logique (Est de l'Europe et Méditerranée).

2 - La modification « et autres » veut dire suppression des normes environnementales et des protections des consommateurs.

=> Nous estimons nécessaire au 4^e paragraphe, concernant les relations entre pays :
« *L'Europe se doit d'agir, consciente d'un intérêt commun, dans l'affirmation des droits sociaux et économiques globaux et dans le respect des règles environnementales que nous nous donnons.* »

II – Paix et sécurité :

Oui à la suppression de l'OTAN et les logiques de guerres préventives, et priorité aux négociations politiques. Ceci est un combat que l'on peut gagner car les Usa et Israël préparent une guerre contre l'Iran (France : Kouchner les suit).

Mais aussi, éradiquer la pauvreté et la guerre, c'est l'objectif que ce sont donnés les chefs d'état des pays les plus puissants de la planète à la fin de la guerre froide, en 1989. Il n'y aura plus besoin de gaspiller des sommes énormes pour les armements, disaient-ils. Ceci devait faciliter la réalisation de l'objectif d'éradication de la pauvreté que c'était donné l'Onu pour l'an 2000.

=> Nous proposons de rajouter au dernier paragraphe *Au nom de ces principes, notre Europe baisse les budgets militaires de ses pays et s'abstient de toute menace ou action offensive...*

III – Pour une Europe de démocratie

La démocratie consiste aussi à faire des choix sur la répartition et l'utilisation des richesses produite par notre travail.

Oui à la critique de l'architecture des institutions européennes, mais nous ne pouvons pas laisser la BCE hors du champ de nos préoccupations.

Avec la crise financière des USA, nous avons vu les répercutions en Europe : la BCE qui refuse la création de monnaie pour les investissements et l'emploi, n'a pas hésité à la faire fonctionner pour sauver les intérêts boursiers.

- ⇒ Soit rajouter : ***Les banques centrales nationales et européenne doivent fonctionner pour le développement de l'emploi.***
- ⇒ Soit, dans le premier paragraphe sous forme de dénonciation : ***La banque centrale européenne compense les déficits bousiers et refuse l'aide à l'emploi.***

Nous appuyons fortement,

- Dans le chapitre sur l'Europe des droits contre la discrimination, le maintien de la notion de *laïcité*, car dans le cadre de l'écriture du traité modificatif, il est annexé à un ancien traité la phrase suivante « l'Union doit s'inspirer de l'héritage religieux de l'Europe'».
- Dans le chapitre sur les droits sociaux, *le droit de grève, y compris pour des motifs de solidarité et des motifs politiques*. En France, c'est ce qui nous a permis de gagner contre le contrat première embauche : la solidarité entre générations a été décisive dans la victoire.

Conclusion :

1 - Pour le PGE, la charte des principes pour une autre Europe permet de donner les bases d'une construction où l'on peut vivre ensemble sans s'exploiter les uns les autres.

2 - Nous poursuivrons ce travail en faisant les mesures politiques nécessaires pour y parvenir.

3 - Le chapitre sur le rôle des Etats et des peuples, et donc des institutions, reste ouvert entre nous.